

# Solidaires International

**Le bulletin de la commission internationale  
de l'Union syndicale Solidaires**



**Solidaires**  
Union  
syndicale

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris  
(33) 1 58 39 30 20 - [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org) - [solidaires.org](http://solidaires.org)

*Numéro 104 – Décembre 2017*

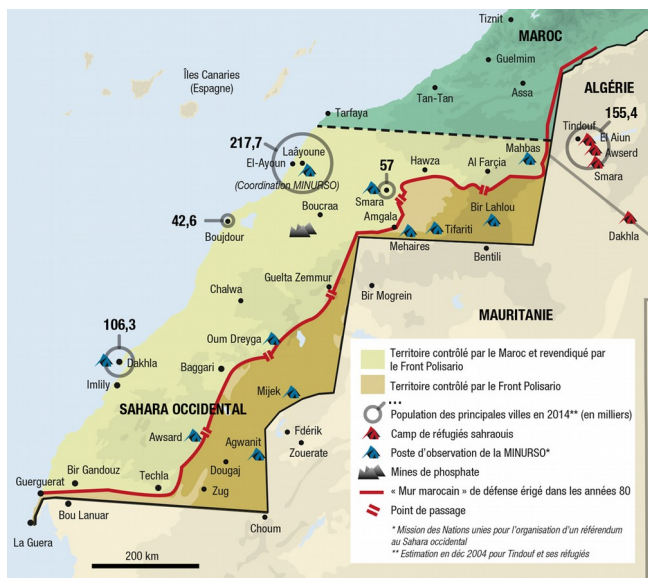
## **RENCONTRE DU RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL**



Du 25 au 28 janvier, se tiendra la troisième rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, près de Madrid. A partir de leurs pratiques et orientations communes, et dans le respect des différences, des délégations d'organisations syndicales venues de divers pays d'Europe, des Amériques, d'Afrique et d'Asie actualiseront l'appel qui fonde l'appartenance au Réseau. Nous approfondirons nos réflexions, propositions, revendications et stratégies d'action sur 4 thèmes : autogestion, migrations, répression et colonialisme. Une journée sera consacrée aux droits des femmes. Enfin, parce que notre syndicalisme n'a de sens qu'ancré dans le travail à la base, nous tiendrons des réunions par secteurs professionnels : ferroviaire, automobile, éducation, commerce, centres d'appel, santé, ... La liste n'est pas limitative et les organisations membres de Solidaires prendront toute leur place pour enrichir ce moment et construire l'avenir. La commission internationale coordonne notre présence à Madrid : inscrivez-vous auprès de votre fédération, syndicat national ou Solidaires départemental.

## **SAHARA OCCIDENTAL: REFERENDUM D'AUTODÉTERMINATION TOUJOURS ATTENDU**

La 42ème Conférence européenne de coordination et de soutien au peuple sahraoui (Eucoco), réunie en octobre à Vitry (Val de Marne) a réaffirmé le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des Sahraouis dont le territoire est occupé depuis 42 ans par le Maroc. Plus de 300 participants - responsables politiques, associatifs, syndicaux (dont deux de Solidaires), militants des droits humains, délégués sahraouis, etc. - ont rappelé l'engagement du Conseil de sécurité à organiser - en 1992 !- la consultation de la population dans le cadre d'un plan de paix établi en 1991 sous les auspices de l'ONU et de l'OUA.



Sahara occidental. Ce camp avait été dressé pour protester contre les mauvaises conditions socio-économiques vécues par la population sahraouie dans le territoire, occupé par l'armée et des colons, à l'abri des murs ceinturant la partie du territoire utile aux intérêts marocains.

Extorsion d'aveux, irrégularités de procédure, entraves au droit de la défense (jusqu'à l'expulsion de deux avocates françaises), violations du droit international, ont été dénoncés. Suite à une plainte de l'ACAT (Association chrétienne pour l'abolition de la torture) concernant l'un des accusés, Naama Asfari, le Maroc a d'ailleurs été condamné en décembre dernier par le Comité de l'ONU contre la torture.

La Conférence a salué le soutien accordé par l'Algérie et «les efforts engagés depuis 40 ans par l'État sahraoui pour se doter d'institutions au bénéfice de toute une population réfugiée». Soit quelque 150 000 Sahraouis, exilés ayant fui la répression ou leurs descendants nés dans les camps installés près de Tindouf dans le sud-ouest algérien. Maisons en dur, écoles, hôpitaux, petits commerces, adduction d'eau, fourniture d'électricité ont vu le jour et remplacé les sommaires camps de toile des débuts de l'exil. De nombreuses associations et ONG, européennes pour la plupart, participaient à la conférence et ont fait état de leurs actions: accueil d'enfants sahraouis en vacances, aide juridique, campagnes de soutien, aide matérielle...

En dépit de l'attitude pro-marocaine de la France, plusieurs personnalités et associations françaises se mobilisent. Ainsi Jean Paul Lecoq, député et membre de l'a Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a organisé le 20 octobre une rencontre de parlementaires français sur la question du Sahara occidental, trop souvent occulte. Le même jour, l'Observatoire universitaire international sur le Sahara occidental (OUIISO) organisait à la Sorbonne à Paris un colloque portant sur la question des droits de l'homme. Les armes se taisent depuis 25 ans mais la solution politique tarde en violation du droit à l'autodétermination et des droits humains.

Ce plan, faisait suite aux combats menés dès 1975 par l'Armée de libération du peuple sahraoui après le déploiement de militaires marocains au Sahara occidental. Depuis 1971, le Front Polisario (Frente popular de liberacion de Saguia el Hamra y Rio de Oro) revendiquait l'indépendance du territoire alors sous protectorat espagnol. Et, dès 1975, l'Assemblée générale de l'ONU avait adopté la résolution 3458 pour la mise en place d'un référendum d'autodétermination, réclamé inlassablement depuis par le gouvernement en exil de la République arabe sahraouie démocratique, proclamée en 1976. Malgré les blocages marocains et les atermoiements des Nations Unies concernant le dernier territoire africain encore sous domination coloniale, l'Eucoco a renouvelé sa confiance aux Nations unies, notamment au nouveau secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et à son envoyé spécial Horst Köhler venu récemment sur place. Les participants ont même réclamé l'élargissement du rôle de la Minurso (Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental) créée en 1991. Ils souhaitent voir cette mission de mécanismes de contrôle et de protection des droits humains pour contrer «les effets d'une justice politique à charge qui condamne à de lourdes peines les militants pour l'autodétermination». Exemple : le procès de 25 militants nationalistes accusés d'avoir tué 11 membres des forces de l'ordre marocaines lors de l'évacuation manu militari du camp de Gdem Izik, à proximité d'El Ayoun, ville principale du

## GAZA: GRÈVE DES ENSEIGNANT-E-S

Les enseignant.e.s et les personnel.le.s administratifs du supérieur dans la bande de Gaza, étaient en grève fin novembre pour protester contre 8 mois de baisses de salaire drastiques et des pressions pour partir en retraite anticipée. Les problèmes ont commencé en avril dernier, lorsque l'Autorité Palestinienne a décidé de coupes brutales dans les salaires d'environ 800 personnel.le.s du supérieur.

Aujourd'hui, celui-ci a été réduit à 20-25% de son montant initial. Ces mêmes personnel.le.s ont été placés en retraite anticipée, sans être consultés et sans qu'une seule raison valable leur soit donnée.

Après un courrier au président de la Commission Européenne, l'Autorité Palestinienne a annoncé qu'il.le.s seraient ré-embauché.e.s...mais pour un salaire égal au montant de leur retraite, soit 25% de son montant normal !!

C'est une nouvelle punition collective dirigée contre la population Gazaouie, et notamment sa jeunesse, qui souffre déjà quotidiennement des effets du blocus imposé par l'état israélien.

## PALESTINE : BALFOUR 100 ANS

Dimanche 5 novembre une réunion publique a regroupé plus de 300 personnes à St Denis pour un anniversaire tragique. Cela a été l'occasion de partager des éléments d'une histoire peu connue, celle de la colonisation de la Palestine sous domination britannique mais aussi celle des luttes anciennes du peuple palestinien pour son droit à vivre libre sur sa terre. C'était il y a 100 ans et les conflits ont commencé dès le départ y compris avec une grève générale en 1936, preuve s'il en était besoin que les Palestiniens vivaient et luttait déjà sur cette terre. De nombreux intervenants ont fait partager leur compréhension de ces événements et partagé la mémoire de ces luttes. La réunion s'est finie en rappelant les enjeux de la campagne BDS et l'engagement de Solidaires dans la solidarité syndicale.

De nombreuses initiatives et manifestations ont eu lieu en Europe et en Palestine pour les 100 ans de Balfour, déclaration vécue comme le démarrage de la colonisation.



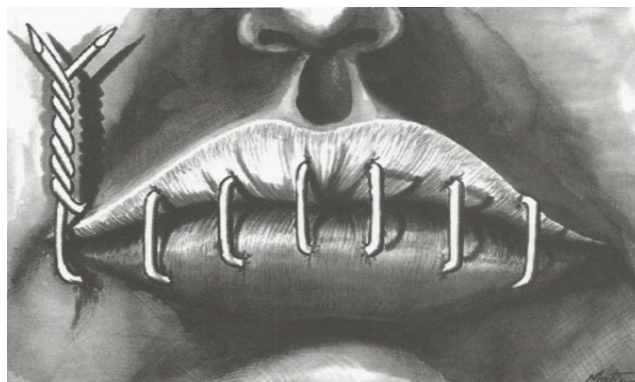
L'année 2018 sera aussi l'occasion de se ré-appropriier cette histoire puisqu'en mai auront lieu les 70 ans de la Nakba, le déplacement et l'expropriation des populations et des villages palestiniens.

Pour en savoir plus une vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=4I3MmqI4m>

# PALESTINE : JE SUIS IMAD !

Il n'est pas facile de s'exprimer dans cette région du monde. L'été dernier, les forces israéliennes investissaient pour la deuxième fois le siège social de PalMedia à Ramallah, et s'emparaient de matériels et de documents. L'arrestation des frères Ibrahim et Amer Al-Ja'bari, de la société Transmedia, portait à 24 le nombre de journalistes dans les prisons israéliennes, dont Mahmoud Musa qui s'y trouve depuis 1993. Dans le même temps, Jihad Barakat, journaliste de Palestine Today TV, était arrêté par les forces de sécurité palestiniennes, alors que Taghreed Abu Tir et Fouad Jaradeh, autres journalistes de la télévision palestinienne, étaient arrêtés par les forces de sécurité du Hamas. Au-delà des journalistes, la censure s'exerce maintenant sur internet et s'étend donc aux militant.e.s ou simple citoyen.ne.s. Depuis 2015, Israël a arrêté près de 800 Palestiniens pour des textes écrits ou partagés en ligne, critiquant la répression brutale des forces d'occupation coloniale. Parmi d'autres, la poète Dareen Tatour a passé plus d'un an et demi en prison et en résidence surveillée, pour avoir publié un poème sur sa page Facebook. Le gouvernement israélien a obtenu de Facebook qu'il ferme les comptes de quatre rédacteurs en chef de Palestinian Shehab News Agency, et de trois journalistes d'Al Quds News Network. Plus récemment, les services secrets israéliens ont développé un algorithme pour surveiller les réseaux sociaux et identifier des suspects Palestiniens, mais il les a conduit à arrêter un ouvrier palestinien, l'algorithme ayant confondu l'expression "Bonjour" en arabe avec "Attaquez-les". En Palestine aussi, une nouvelle loi sur les "crimes électroniques" a été votée dans le plus grand secret par l'Autorité palestinienne, qui permet de poursuivre des journalistes au nom de l'atteinte au bien public, à la sécurité nationale ou à la paix civile. Six journalistes travaillant pour des organes de presse affiliés au Hamas ont ainsi été arrêtés en vertu de cette loi, ainsi que Ayman Qawasmeh, journaliste à Al-Hourriya, jugé trop critique contre le gouvernement palestinien. Mais après les

journalistes, ce sont donc bien des opposant.e.s politiques à la politique de Mahmoud Abbas, et la coordination sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec Israël, qui sont visé.e.s. En septembre dernier, c'est Issa Amro, fondateur de l'organisation militante de jeunesse Youth Against the Settlements, qui a été arrêté pour avoir contesté l'arrestation d'Ayman Qawasmeh.



Dans cette longue litanie d'atteinte à la liberté d'expression, c'est maintenant notre camarade Imad Temiza, président du Syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens (PPSWU), secrétaire du Syndicat des travailleurs des communications, et ancien membre du secrétariat de la Fédération générale des syndicats indépendants, qui a été convoqué le 26 septembre dernier par les agents du service de sécurité palestinien. Ils l'ont enjoint de supprimer des messages de sa page Facebook, bien que leur contenu ne soit ni diffamatoires ni préjudiciables à qui que ce soit. Imad reste sous surveillance, et des accusations pourraient être portées contre lui à tout moment. La nouvelle loi palestinienne sur les crimes électroniques viole les droits garantis par la loi palestinienne, ainsi que les conventions internationales des droits humains, et elle a été largement dénoncée par des organisations de défense des droits humains, et par Amnesty International qui souligne une "attaque alarmante contre la liberté d'expression" en Palestine. Cette loi vise à réduire l'espace disponible pour exprimer son opinion en Palestine et à restreindre sévèrement les droits et libertés fondamentaux.

Nous demandons aux organisations internationales de droits numériques d'exercer des pressions sur les gouvernements israéliens et palestiniens, ainsi que sur les sociétés de réseaux sociaux, pour que soit garantie la liberté d'expression des journalistes, des militant.e.s et des citoyen.ne.s palestinien.ne.s sur internet et ailleurs.

Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques, et que cesse le

harcèlement des journalistes, des militant.e.s et des syndicalistes, dont notre camarade Imad Temiza.

Enfin, nous nous associons à PPSWU, aux syndicats et à la société civile palestinienne, qui ont lancé une campagne pour obtenir l'annulation de la loi sur les crimes électroniques. Avec eux, nous demandons au président de l'État de Palestine d'abroger immédiatement cette loi.

---

## GRÈVE GÉNÉRALE EN GRÈCE

La Confédération syndicale du secteur privé, GSEE, a annoncé lundi qu'il appelait à une grève de 24 heures pour le 14 décembre contre les nouvelles mesures d'austérité inscrites dans le budget de l'État pour 2018. Le plus important syndicat du secteur privé grec, GSEE, a annoncé lundi qu'il appelait à une grève de 24 heures pour le 14 décembre contre les nouvelles mesures d'austérité inscrites dans le budget de l'État pour 2018. Le syndicat GSEE estime que le budget 2018 poursuit la politique d'austérité des plans de renflouement, qui nuit aux salariés ainsi qu'à l'économie. Le budget 2018, qui doit être adopté lors d'un débat parlementaire en décembre, prévoit des mesures de distribution à hauteur de 1,4 milliard d'euros en faveur des Grecs les plus touchés par la crise, mais aussi des coupes dans les dépenses publiques et des hausses d'impôt. La Grèce a mis en œuvre des mesures d'austérité draconiennes dans le cadre des trois plans d'aide internationale dont elle a bénéficié depuis 2010. Le dernier en date viendra à échéance en août.

---

## L'INTERNATIONAL DANS LES UTOPIQUES...

Dans le nouveau numéro de la revue de Solidaires, *Les Utopiques*, qui vient de sortir, à lire un long article sur le Kurdistan.

Dans le numéro 5 un autre sur "L'Éthiopie, miroir de notre temps ?" ;

Dans le numéro 4 "L'armée française en Afrique" ;

Dans le numéro 2 "De l'internationalisation à la transnationalisation" ;

Dans le numéro 1 "Le détachement des salarié-e-s dans l'Union européenne".

Pour s'abonner : [www.lesutopiques.org](http://www.lesutopiques.org)

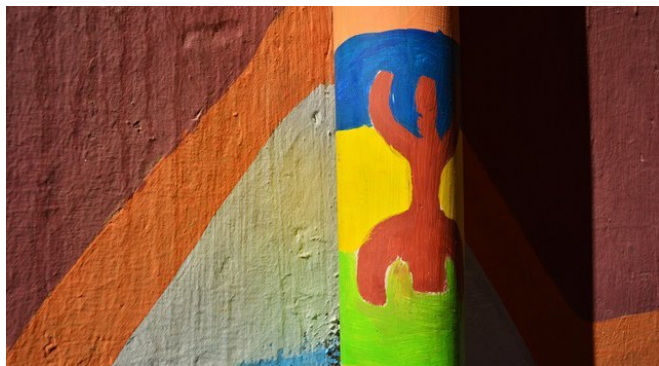


# MAIS OU VA LE MAROC ?

**Meeting Samedi 9 décembre à 14h (Bourse du travail de Paris)**

Il ne se passe pas un jour sans que nous parvenions des informations inquiétantes sur la situation actuelle des droits humains au Maroc. Les indicateurs sérieux sont au rouge et soulignent une régression dangereuse en matière de respect des libertés et des droits fondamentaux.

Le mouvement de protestation populaire et pacifique que traverse la région du Rif, dont son chef-lieu Al-Hoceima, depuis la mort tragique de Mouhcine Fikri, a mis au grand jour la nature et le niveau de cette régression. Plusieurs atteintes graves aux droits humains ont été dénoncées, aussi bien par les associations marocaines que par les organisations internationales de défense des droits de l'Homme, dont Amnesty International, HRW, FIDH, etc.



Elles ont toutes constaté et dénoncé les arrestations massives et arbitraires, le quadrillage militaire et policier des villes, des villages, des routes, de la région du Rif.

Sont tout autant constatés les interventions violentes, l'utilisation disproportionnée de la force contre les manifestants pacifiques entraînant la mort d'Imad El Attabi et Abdelhafid El Haddad, les assignations à résidence, le chantage fait aux familles des détenus et leur harcèlement ainsi que la pratique lors des interrogatoires de la torture avérée, selon le rapport des médecins légistes mandatés par le Conseil National des Droits de l'Homme. Des procès ont déjà jeté en prison plusieurs centaines de manifestants du « Hirak populaire du Rif ».

D'autres sont en cours ou en préparation pour juger des centaines d'autres citoyens poursuivis en détention ou en liberté provisoire. Personne n'a été épargné par ces arrestations abusives. Pas même les mineurs. Des journalistes ont eu leur part de cette répression aveugle, puisqu'une dizaine d'entre eux est poursuivie selon le code pénal, et non selon le code de la presse qui, lui, ne prévoit pas de peine d'emprisonnement. Des journalistes étrangers ont été expulsés et une délégation d'associations tunisiennes a été empêchée d'accéder à la ville d'Al-Hoceima.

Des dizaines d'avocats de tous les barreaux du Maroc dénoncent chaque jour les atteintes aux droits de la défense, l'iniquité et les irrégularités des procès. Les détenus sont dispersés sur plusieurs prisons, très loin de leurs proches. Les conditions de détention sont exécrables. Plusieurs prisonniers sont en grève de la faim pour exiger leur libération et l'amélioration de leurs conditions carcérales. Leur état de santé se dégrade de jour en jour et le risque d'un drame humain n'est plus à exclure.

Les organisations de défense des droits de l'Homme, et avec elles des démocrates, ont tiré la sonnette d'alarme à travers des communications ou dans le cadre de rencontres inter-associatives ou institutionnelles, comme fut le cas du colloque du 9 octobre au Parlement européen, présidé par l'Eurodéputée Marie-Christine Vergiat (GUE). Pour informer l'opinion publique sur ces violations graves des droits de l'Homme commises par l'État marocain et pour permettre aux organisations et aux démocrates européens d'exprimer leur solidarité internationale et d'interpeller leurs États sur leurs positionnements respectifs, nous organisons et/ou nous soutenons un meeting à l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme.

# EUSKAL HERRIA : AU RISQUE DE LA PAIX

Nous nous engageons pour la paix. Pendant des décennies le Pays basque, en Espagne comme en France, a connu la violence. Depuis 2011, une autre voie a été choisie : celle d'entrer dans un processus de paix et d'inscrire l'avenir dans le débat démocratique



les moyens qui permettent d'établir la vérité, de résoudre les procédures encore en cours et le sort des prisonniers, et de reconnaître les victimes, ce n'est pas absoudre, c'est permettre à une société de se reconstruire et de tisser à nouveau les liens d'une vie en commun et sans violence. En réaffirmant notre engagement dans le processus de paix au Pays basque, nous posons les fondations d'une société qui préfère le débat à l'affrontement et l'avenir à la vengeance. Et nous demandons aux gouvernements espagnol et français de nous entendre : prenez le risque de la paix, prenez le risque de la vie.

**C'est pourquoi, à l'initiative des Artisans de la paix, nous manifesterons à Paris, le 9 décembre.**

Le désarmement final de l'ETA qui a eu lieu le 8 avril 2017, à l'initiative de la société civile et d'une grande partie des élus, permet mais aussi commande d'aller plus loin. Alors que la société civile a pris ses responsabilités, les gouvernements espagnol et français ne donnent pas les signes espérés qui devraient leur permettre de s'inscrire pleinement dans le processus de paix. Nous ne tirons pas un trait sur le passé. Nous savons les souffrances endurées de tous côtés et qui se prolongent aujourd'hui. Nous entendons la nécessité de reconnaître toutes les victimes et de faire la vérité qui est due à chacun. Mais nous savons aussi que ce n'est pas en appliquant à la situation d'aujourd'hui les schémas d'hier que la société basque pourra se reconstruire et faire sienne, de manière durable, les ressorts de toute société démocratique. Le sort des prisonniers et des personnes exilées ne doit plus dépendre d'une vision sécuritaire qui n'a plus lieu d'être, et qui a généré des situations insupportables. Rapprocher les prisonniers de leurs familles, tenir compte de leur état de santé, cesser de leur appliquer un statut de détenu particulièrement surveillé, favoriser les demandes de liberté conditionnelle, ce ne sont pas là des concessions, ce sont des gestes de justice que nous réclamons. Imaginer les voies et

## IRAN: LIBÉRATION DU SYNDICALISTE SALEHI

Mahmoud Salehi, militant ouvrier iranien, a été libéré dans un état de santé alarmant. Il souffre de l'insuffisance rénale grave et ne vit que grâce aux deux dialyses hebdomadaire. Son incarcération et surtout les photos le montrant menotté à son lit de l'hôpital de prison avaient soulevé un tollé en Iran et à l'étranger. Plusieurs organisations syndicales, dont le Collectif des syndicats français, et des ONG comme Amnesty International, avaient vigoureusement protesté contre cette incarcération et celle de Reza Shahabi.

Il faut noter qu'il a été libéré contre une somme d'argent afin de "compenser" les jours de prison qui lui restaient à faire! Engageant plusieurs amis et famille de son entourage, et que la pression internationale doit continuer et même s'intensifier afin de rendre cette libération totale et irréversible et d'obtenir celles de Reza Shahabi et autres militants syndicalistes emprisonnés.

# AVEC LE PEUPLE CATALAN

Jeudi 10 novembre avait lieu à la Bourse du travail de Paris, une réunion publique de soutien au peuple catalan. Solidaires faisait partie des co-organisateurs de cette initiative, qui aura été riche au niveau du contenu et qui aura attiré 200 personnes.

Après de courtes présentations et introduction par Sortir du colonialisme et Solidaires.

Une représentante de l'Assemblée nationale catalane (ANC), a essentiellement axé son propos sur des rappels historiques. Une représentante en France de l'USTKE a lu le communiqué de soutien du Parti Travailleur et a fait un rappel sur l'enjeu du référendum qui aura lieu en Catalogne en 2018, et les difficultés quant aux listes électorales dont des milliers de kanak-e-s sont encore exclus.



Angel Bosqued, le secrétaire international de CGT de l'État espagnol a expliqué pourquoi une organisation anarcho-syndicaliste comme l'est la CGT soutient la lutte : pour le droit à l'autodétermination des peuples, contre la Monarchie, contre les accords issus de « la transition », contre la répression (tout en rappelant que le gouvernement catalan a lui-même réprimé...), pour le soutien et la participation aux mouvements sociaux, ...

Le représentant de la CUP à Paris a procédé à la présentation de la CUP (« gauche radicale pluraliste »), puis a construit son intervention sur des réponses à des idées reçues sur la

Catalogne : « l'égoïsme », le nationalisme (avec rappel de ce qu'est le nationalisme de l'état espagnol depuis Franco), la démocratie en Espagne, les indépendantistes sont minoritaires (voir la réalité des derniers référendums), le supposé soutien de la bourgeoisie à l'indépendance...

Un représentant du Conseil Démocratique des Kurdes en France a rappelé la solidarité, appel à dépasser le stade de la défense pour passer à l'offensive et construire, en mentionnant le concept confédéralisme démocratique en tant que projet alternatif à l'État/Nation. Un militant du Syndicat des journalistes de Catalogne est revenu sur les difficultés à faire vivre la télé catalane sous le régime de Madrid, et de déconstruire le discours imposé de l'extérieur (« coup d'état », « référendum illégal », ...).

Le représentant de la IAC (Intersindical Alternativa de Catalunya) a pointé le problème de la partie du mouvement indépendantiste en Catalogne qui dit « on fait d'abord la République, on verra les droits sociaux après ». Il a rappelé de la dynamique du mouvement des Indignés qui est un des facteurs qui a permis le développement du mouvement indépendantiste. Il est revenu sur l'importance de la solidarité internationale, en même temps qu'il développait une absence de soutien du mouvement social espagnol, hormis au Pays basque et en Galice....

Pour clore les débats, une membre des Comités de Défense du référendum (CDR) de Paris a pris la parole. Elle a insisté sur la nécessité de comprendre que leurs luttes servent nos luttes et réciproquement. Elle a aussi insisté sur le modèle de république pour la Catalogne, à savoir une « république avancée », en rupture avec le modèle existant dans l'état espagnol.

**Cette réunion publique sur la Catalogne à Paris, sera suivie d'autres réunions en décembre à Lyon (le 14 décembre) et à Nîmes (le 21).**



## MISE EN ESCLAVAGE DES MIGRANT-E-S EN LIBYE

Les récentes révélations des journalistes de CNN n'ont fait que confirmer ce que l'on pressentait déjà depuis plusieurs mois, la généralisation de l'esclavage et de la mise en vente de migrants en transit par la Libye. Vendus tel du bétail sur les marchés, voire dans des garages, ces migrants sont privés de toute dignité et sont victimes d'innombrables exactions, tortures, sévices sexuels. Cette situation moyenâgeuse et barbare doit être condamnée avec la plus grande vigueur. Les organisations co-signataires (dont Solidaires) qui appelaient à un rassemblement le vendredi 24 novembre devant l'Ambassade de Libye à Paris, et qui a attiré pas moins de 500 personnes, exigent :

- Du gouvernement libyen une action immédiate et ferme pour faire cesser le retour de l'esclavage en Libye.
- Du gouvernement français et de l'Union Européenne l'arrêt de la coopération sécuritaire avec le gouvernement libyen, l'arrêt des déportations, l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation pour tous ainsi que le respect du droit d'asile.



## GRÈVE GÉNÉRALE AU BRÉSIL

Certaines organisations syndicales brésiliennes (dont le CSP Conlutas) appellent à une journée de grève nationale le 5 décembre. Elles veulent ainsi construire la lutte contre la nouvelle contre-réforme décidée par le gouvernement Temer ; après la loi Travail qui a considérablement affaibli les droits sociaux des travailleurs et des travailleuses, cette fois c'est la protection sociale qui est durement attaquée, particulièrement le droit à la retraite. Une histoire connue et qui rappelle, encore une fois, l'utilité qu'il y aurait à mettre en œuvre de manière plus efficace l'internationalisme dont nous nous réclamons. Pour réussir cette grève de 24 heures et permettre de préparer une grève générale, l'enjeu réaffirmé notamment par nos camarades de CSP Conlutas est d'organiser des manifestations partout dans le pays, des assemblées générales sur les lieux de travail, etc. Partie prenante de ce processus, une manifestation nationale pour les services publics a eu lieu à Brasilia le 28 novembre.

# L'USINE FOXCONN DE SHENZHEN (CHINE) : EXPLOITATION ET CAPITALISME SAUVAGE



Shenzhen est une ville du sud est de la Chine, autrefois simple village, elle compte aujourd'hui 30 millions d'habitant-es venu-es des zones rurales les plus pauvres pour y trouver du travail.

En 1978, la Chine autorise les investissements étrangers, notamment en provenance de Taïwan et de Hong Kong. De nombreuses usines y sont installées. C'est le cas du géant de la télécommunication taïwanais, Foxconn qui y produit les iPhones d'Apple et y emploie des dizaine de milliers de travailleurs et travailleuses.

Les conditions de travail y sont telles que le nombre de suicides y augmente de façon catastrophique dans les années 2000, ce que les autorités locales ne peuvent plus feindre d'ignorer.

Ces dernières font pression sur Foxconn pour augmenter le salaire moyen des ouvriers et ouvrières, qui va être doublé en 2010. Mais cela ne change rien aux conditions de travail effectives dans l'usine. Foxconn délocalise alors une partie de la production à l'ouest du

pays, Zheng Zhou où la main d'oeuvre est moins « chère ».

Pour l'usine de Shenzhen, Foxconn a alors une idée, embaucher des étudiant-es « en formation » : « l'avantage » est qu'ils et elles sont employé-es sur des périodes plus courtes, pendant les pics de production, qu'ils et elles ne se plaignent pas ou moins et sont de toutes façons remplaçables du jour au lendemain, le tout sous couvert de « formation professionnelle » et avec l'aval du gouvernement local.

Les étudiant-es qui y travaillent décrivent des conditions dignes du 19<sup>e</sup> siècle : ils ne sont pas formé-es mais doivent tout de suite s'adapter à des cadences de travail calquées sur le taylorisme le plus poussé, avec des ouvrier-es plus expérimenté-es, des objectifs de production par jour irréalisables.

Quand ces objectifs ne sont pas atteints, c'est non seulement celle ou celui qui n'y est pas arrivé qui est « puni » en ne touchant pas la misérable prime promise (et pourtant

nécessaire, vu le niveau des salaires), mais aussi l'ensemble des autres travailleurs et travailleuses de son unité de production et leur supérieur hiérarchique.

La pression est énorme, surtout qu'en période de pic de la production, avant la sortie d'un nouvel iPhone, en général de juillet à septembre et avant les fêtes de Noël, les journées de travail peuvent atteindre 15 heures !

Pour un salaire de 300 euros par mois, environ, ce qui est à peine de quoi vivre et se loger dans une ville où l'afflux des populations cherchant du travail et la spéculation immobilière sont énormes. Résultats : des accidents du travail, des mutilations, des *burn out* et dépressions, des suicides, à nouveau. Les heures supplémentaires lors des pics de production ou des week-ends... ne sont pas payées.

# S T multiXploitation O P

multinationales  
exploitations multiples

Union  
syndicale  
**Solidaires**

Pour accroître encore ses bénéfices, Foxconn a robotisé ses chaînes, remplaçant 1/3 des ouvrières et ouvriers notamment délocalisés à Zheng Zhou.

Les employé-es doivent s'adapter aux cadences des machines, les stratégies collectives qui consistaient à ralentir le travail de façon concertée pour souffler deviennent inopérantes, et les pressions physiques et psychologiques

augmentent. Ils et elles ne peuvent pas compter sur le syndicat maison, affilié à l'AFCTU, confédération syndicale chinoise qui est une courroie de liaison de l'État. SACOM a mené des campagnes pour dénoncer cet état de fait, dont dernièrement pour la sortie de l'iPhone X, dont le « coût du travail » représente moins de 0,5% du prix de vente de l'objet de luxe. Solidaires y a modestement participé en organisant un rassemblement devant l'Apple store de St Germain à Paris le 3 novembre. Depuis des années SACOM dénonce les suicides, les accidents du travail et toutes les formes d'exploitation dont sont victimes les travailleuses et travailleurs du sous-traitant d'Apple.

Apple, depuis, a annoncé dans *The Guardian*, une politique de « 0 tolérance » concernant le non respect du droit du travail dans l'usine de Shenzhen. C'est une petite victoire, mais il restera à surveiller l'application de ces déclarations dans l'avenir.

Pour résumer, nous avons : une multinationale, Apple, qui fait appel à une autre multinationale, Foxconn, qui travaille en Chine et profite de la complicité de cet État autoritaire pour exploiter les travailleurs et travailleuses chinois.

Un paradigme du capitalisme sans fard, tel qu'il tend toujours à rechercher les profits en méprisant l'humain avec la complicité de l'État.

Et c'est le cas de très nombreuses multinationales à Shenzhen et en Chine plus généralement. Comme ce dernier pays, du fait de la révolte de travailleurs et travailleuses au tournant des années 2010, a été contraint d'améliorer sa législation du travail, c'est maintenant vers la Cambodge, le Vietnam... que se tournent ces multinationales, à commencer par... les chinoises. Multinationales, exploitations multiples : Stop MultiXploitationN.

# « LA COOPÉRATION MILITAIRE ET POLICIÈRE EN FRANÇAIFRIQUE »

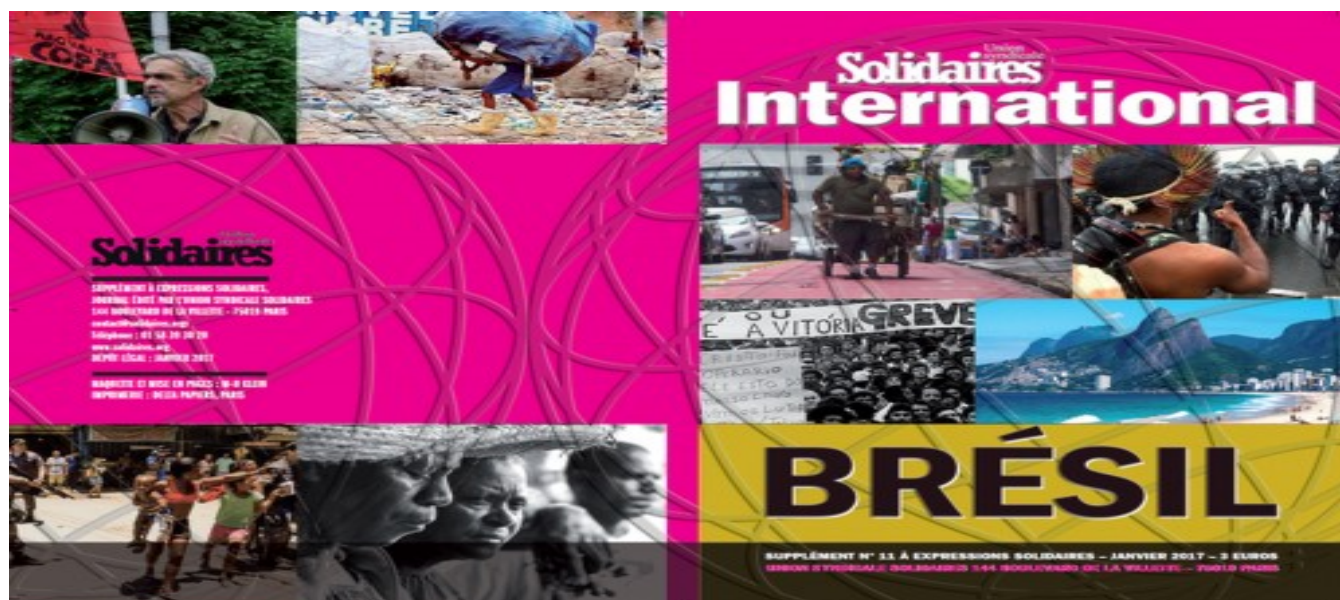
A l'occasion du discours de politique africaine qu'Emmanuel Macron, à Ouagadougou le mardi 28 novembre, l'association Survie a publié un rapport sur la coopération militaire et policière entre la France et des États africains. Cette nouvelle publication éclaire et dénonce la continuité du soutien que les autorités françaises apportent à certaines des pires dictatures du continent. Pour Survie, il s'agit d'interpeller le président de la République, au moment même où il prétend incarner un renouveau de la politique africaine de la France. L'association appelle à la transparence sur la coopération militaire et policière et demande sa suspension immédiate avec des régimes qui répriment brutalement leur population, comme en ce moment au Cameroun et au Togo.

Le rapport est consultable sur :

[https://survie.org/IMG/pdf/survie\\_rapport\\_cooperation-militaire-et-policiere\\_nov2017.pdf](https://survie.org/IMG/pdf/survie_rapport_cooperation-militaire-et-policiere_nov2017.pdf)

---

## REVUE SOLIDAIRES INTERNATIONAL



Solidaires édite en plus d'un bulletin d'information, une revue internationale depuis 2006.

Elle est le fruit du travail de réflexion et de contact de nos militants et militantes.

Les numéros sont consultables sur :

<https://www.solidaires.org/-La-revue-Solidaires-international->

La version imprimée est vendue 2 euros.

Vous pouvez passer vos commandes à : [revueinter@solidaires.org](mailto:revueinter@solidaires.org)

---

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : [www.solidaires.org/article12420.html](http://www.solidaires.org/article12420.html)